

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 610 7 avril 2009

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques. Il favorise les libertés, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour chaque mardi.

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT ET SANS MODERATION

Nous allons vers Pâques qui est la fête de la Résurrection. Voici une sentence de saint Macaire (Solitaire, disciple de saint Antoine) :

« Les vrais chrétiens sont pleins de confiance et se réjouissent quand ils émigrent de leur corps parce qu'ils possèdent une maison qui n'est pas faite de main d'homme : la vertu du saint Esprit qui habite en eux. Si donc la maison de leur corps est détruite, ils sont sans crainte, car ils ont la maison céleste de l'Esprit qui relèvera et glorifiera la maison du corps au jour de la résurrection »

EDITO

L'EGALITE MORTIFERE

La recherche éperdue et permanente d'égalité par l'Etat est une des causes notoires de l'effet de ruine pour le peuple français. En effet tous les efforts d'égalité reviennent à supprimer la concurrence et à déclencher des actions négatives en enlevant des moyens aux uns pour les donner aux autres.

Cela n'empêche pas Monsieur Philippe Séguin qui préside la Cour des Comptes de déclarer : « Il faudrait pourtant à l'État les moyens de renforcer son effort de péréquation pour assurer un meilleur partage entre les collectivités favorisées et défavorisées. Il faut aussi mettre fin à la course à l'implantation, à coups de dumping fiscal sur la taxe professionnelle entre communes. » En d'autres termes il veut châtier les quelques collectivités efficaces en leur volant le fruit de leurs efforts pour récompenser les mauvaises.

Il demande aussi des moyens pour remplir les nouvelles missions qui ont été confiées à la Cour des Comptes comme l'évaluation des politiques publiques. C'est comme si une politique publique pouvait avoir quelque intérêt pour d'autres que les manipulateurs de cette politique !

Plus sérieusement il fustige l'endettement. Les charges d'intérêts de la dette représentent aujourd'hui plus ou moins le produit de l'impôt sur le revenu. Il ne faut pas oublier que lui et ses amis politiques portent une lourde responsabilité dans cette dérive meurtrière.

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

DE PERE EN FILS

Nous avons souvent remarqué l'usage déplorable des hommes de l'État de placer leurs proches dans des positions privilégiées de la « République Fromagère »

Monsieur Patrick Devedjian est ministre de la relance, ministère dont évidemment personne n'a vraiment besoin. Il est en situation de tutelle vis-à-vis du fonds stratégique d'investissement, filiale de la Caisse des dépôts, créé à l'automne 2008, lequel aussi est un organisme superfétatoire. Thomas Devedjian, son fils, a été nommé membre du comité exécutif du fonds et la CGT de la caisse des dépôts proteste violemment. Nous pourrions répondre gentiment à la CGT qu'elle a peu de chances d'être entendue car il suffit de regarder bien plus haut pour tout comprendre !

LA FAUTE A GISCARD

L'on sait que Giscard d'Estaing est l'auteur de la loi sur l'avortement, de celle du regroupement familial et aussi du collège unique.

Pour que la mémoire ne s'en perde pas, il faut savoir aussi qu'il est l'auteur du changement d'heure deux fois par an. Il avait montré à la télévision sur un tableau noir l'économie d'essence que cela pourrait engendrer lors d'un choc pétrolier. Cette économie théorique était sans doute inférieure à la marge d'erreur considérable de ce type de calcul.

Les médecins ont montré que tout changement de fuseau horaire est dommageable pour la santé et en particulier le personnel des compagnies d'aviation s'en plaint.

Nul ne sait donc l'effet sur la santé et dans la durée de deux changements d'une heure par année sur des millions de personnes ; l'affaire est d'autant plus grave que la France a été imitée par un grand nombre d'autres pays.

L'un des seuls avantages du mensonger principe de précaution aurait été à l'époque de nous éviter cette comédie inutile.

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions les lettres telles qu'elles nous parviennent et elles n'engagent pas notre responsabilité. A chacun de juger)

MORALISER

Une excellente analyse!

Ceux qui voudraient moraliser le système capitaliste sont généralement ceux qui profitent le plus du système (les politiciens et hauts fonctionnaires).

De mon point de vue, le système capitaliste n'est pas "moralisable".

**Il s'écroulera de lui-même quand l'argent disparaîtra...
kiss and peace**

jlh

**Sans amour à la terre, nous n'avons pas de place au ciel.
Je ne suis pas riche de ce que j'ai amassé mais de ce que j'ai donné...**

DE FRANCOIS GUILLAUMAT

Bonjour

Voici le lien de notre plus récente chronique de l'Insolent

Autisme politicien

La principale réforme manque à l'appel : la diminution de la dépense publique et des gaspillages de l'État.

Texte de cette chronique

<http://www.insolent.fr/2009/03/autisme-politicien.html>

31 mars 2009

AUTISME POLITICIEN



Voici pour l'édification de nos lecteurs un échange de correspondance que M. Jacques Peter a adressé et reçu de M. Jean-François Copé, président du groupe parlementaire UMP, au sujet de son initiative sur la dépense publique. Pour éviter tout malentendu, toute fausse joie, je reproduis d'emblée son commentaire : "pas très encourageant"...

Cher Monsieur,

Vous avez eu l'excellente initiative de lancer une vaste action sur la dépense

publique. Retrouver la maîtrise de la dépense publique est en effet un enjeu fondamental si nous voulons sauver notre pays du déclin et du désordre.

Ceux qui travaillent, innovent et investissent attendent avec impatience cette rupture qui tarde tant à venir. Ils ne supportent plus le laxisme et la fuite en avant. Les entreprises, soumises à la pression de la concurrence, recherchent en permanence la diminution de leurs dépenses. Seul l'Etat vit sur une autre planète et croit pouvoir dépenser sans compter, espérant sans doute vaguement qu'un écroulement du système monétaire international remette les compteurs à zéro.

Je me suis donc jeté sur votre site pour faire des propositions. Les sujets ne manquent pas et je ne suis sans doute pas le seul à me réjouir de pouvoir enfin intervenir avec l'espoir d'être lu. Mais ma déception est grande de voir que le site n'affiche pas toutes les propositions. Il se borne à citer les 5 idées les plus récentes (la liste est figée ! et les 4 idées les mieux notées (liste tout aussi immuable, notées par qui ?).

Je me permets donc d'attirer votre attention sur cette apparente défaillance du site. Il faudrait que la liste complète des propositions (après modération bien entendu) soit publiée. J'ose espérer que le site est engorgé et donc victime de son succès et non volontairement verrouillé pour ne pas avoir à entendre tous les efforts qu'il faut faire.

Respectueusement.

Jacques Peter

Et voici la réponse datée du 30 mars 2009 à 14 h 51 de Jean-François Copé :

Monsieur,

Vous avez bien voulu me faire part de vos observations sur les états généraux de la dépense publique.

Je tenais à vous informer que j'avais pris connaissance de votre courriel et de vos remarques avec toute l'attention qu'ils méritent.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Jean-François Copé

Lamentable pensera-t-on. Mais, en toute honnêteté, n'importe quel confrère de M. Copé eût adressé la même réponse impersonnelle sur ce sujet. Au moins celui-là a-t-il fait semblant de se préoccuper de remettre en cause la dépense publique. Et cela prouve que la question intéresse tant soit peu ses électeurs.

N'ayant jamais nourri d'illusions moi-même quant aux interlocuteurs politiques, je n'exprimerai donc aucun étonnement factice aujourd'hui. Jacques Peter d'ailleurs réagit dans le même sens trouvant simplement la réponse de Copé "peu encourageante", ce qui prouve autant sa propre politesse, et son sens de la litote que sa lucidité.

Tout ceci ne fait qu'illustrer une fois plus le caractère factice du dialogue au sein des forces institutionnelles de droite. Rien n'a changé à ce jour. Tout vrai débat incommode cet établissement conservateur aussi rouillé que verrouillé. Se reposant sur l'activité vibronnaire de son chef providentiel, il juge nécessaire et suffisant qu'il procède à ses "réformes".

N'ergotons pas quant à la pertinence de leurs dispositions. Certaines, mais pas toutes, paraissent heureuses et de bon sens.

Mais de toute manière, il y manque la principale : la diminution programmée du périmètre budgétaire que la crise rend encore plus indispensable et qui devrait pouvoir s'accomplir à un rythme annuel de 2 points de PIB, ceci se situant bien sûr au rebours de ce que proclame la vulgate keynésienne indémontrée.

Ne cherchons pas trop loin cependant, et n'ennoblissons pas de considérations théoriques, les vraies raisons de l'attachement de la classe politique à tous les gaspillages de la dépense publique. C'est là que réside en effet l'essentiel de son pouvoir. Les supprimer reviendrait, de la part de ses représentants, à scier la branche sur laquelle ils sont assis. L'autisme arrogant dont les hommes de pouvoir font preuve ne reflète pas leur bêtise, mais leur instinct corporatif de survie, droite et gauche confondues.

Le reste, je le crains, ne leur paraît que vaine littérature.

JG Malliarakis



Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser largement)

LUNDI 6 AVRIL 2009

SEQUESTRATIONS

La politique du matamore couché n'est pas sans inconvénient : plus on se couche, plus il faut jouer au matamore.

Le pouvoir Sarkozyen, ayant donné les clefs aux syndicats et à la rue, il y a plus de 18 mois se trouve pratiquement désarmé devant les événements.

Evoquons d'abord la SNCF : un quarteron de privilégiés gâchent la vie de plusieurs millions de personnes et détruit par ricochet la compétitivité de toute l'économie Française. En Guadeloupe, la terreur a régné pendant plusieurs semaines à la fois dans les entreprises et dans la rue, le Préfet se contentant de déclarer : « que l'État de droit sera respecté », tout en laissant le pouvoir aux casseurs. Quant au port de Marseille, il est aux mains de la CGT qui va y poursuivre son travail destructeur.

La Sorbonne vient d'être évacuée après plusieurs semaines d'occupation ; la presse toujours aux ordres s'est félicitée de ce que l'évacuation se soit produite dans le calme et sans que personne n'ait été interpellé ! On estime le nombre des étudiants en révolte à plus de 30 000. Un grand nombre d'universités se trouvent aux mains de casseurs encagoulés manoeuvrant comme une armée organisée.

Et maintenant des patrons sont séquestrés et molestés sans que personne ne s'en inquiète outre mesure.

Dans cette situation, le président qui se trouve et qui se veut au centre de l'usine à gaz universelle, qu'il a augmenté jusqu'à la démesure, manipule des compteurs et des robinets qui ne répondent pas.

Pour compenser, il joue au matamore en particulier vis-à-vis des États-Unis. Avant de s'envoler pour le G 20 ; il avait laissé entendre publiquement qu'il allait donner des leçons à Barak Hussein Obama et lui tenir la dragée haute ; il venait d'ailleurs de recevoir une véritable gifle car il avait indiqué fièrement qu'il souhaitait entraîner le président américain sur les plages du débarquement et que personne ne résisterait à ce désir ; la visite sur les plages du débarquement a été refusée par le président américain et l'argent déversé à flot sur les lieux pour préparer une visite hypothétique a été perdu à jamais.

Le pays est en état de ruine avancée et des patrons sont séquestrés dans leurs usines ou, à défaut des patrons eux-mêmes, des directeurs les représentant. Il est temps de mettre au point les faits à propos de ces séquestrations.

Certes, la situation du personnel licencié après parfois des dizaines d'années de travail et alors que l'entreprise fait encore des bénéfices paraît absolument insupportable. Mais personne ne met en lumière la véritable cause de cette calamité nationale. C'est principalement, pour résumer, la différence entre le net de la feuille de paye et le coût réel des salariés pour les entreprises. Ce qui reste dans la poche du salarié, c'est-à-dire le net de la feuille de paie à amputer encore des impôts, est évidemment très inférieur à ce qui leur faut pour vivre.

Mais ce que ses salariés coûtent à l'entreprise représente en moyenne bien plus du double du net de la feuille de paye : à ce niveau l'entreprise n'est plus compétitive. Soit elle renonce progressivement à avoir des salariés, soit elle délocalise, soit elle se vend à une entreprise étrangère laquelle ferme les usines et ne garde que la clientèle française et les organisations de vente.

Les patrons ne sont que « transparents » dans un tel scénario : ils répercutent sur les salariés le « message » qu'ils reçoivent des politiques. La conséquence est la désindustrialisation accélérée de la France. La société Pechiney qui fut l'un de ses fleurons dans le domaine de l'aluminium a disparu, victime en plus de la soumission de la France aux diktats européens.

Comme je l'ai très souvent montré les vrais responsables des délocalisations sont les « politiciens » qui imposent brutalement au peuple français des impôts et des charges insupportables, ceci pour leur bon plaisir masqué par des motifs divers, leur confort et souvent leur richesse personnelle.

De sorte que les ouvriers devraient en toute logique séquestrer le maire de la ville voisine, les députés, les sénateurs, les présidents de région, les ministres, tous responsables solidairement de la catastrophe générale et largement attablés au festin de la République Fromagère. Je reconnais que cela ferait beaucoup de monde dans un petit local.

Au demeurant, la France n'a nul besoin de la solution de cas particuliers. Elle a un besoin urgent d'une rupture avec l'étatisme, cette rupture étant engagée par le sommet avec en même temps une diminution drastique des avantages multiples du personnel politique et de ses compagnons de route, avantages qui représentent plus de 5 % du PIB.

Pour terminer, rappelons que le fringant président a été plusieurs fois chercher à grands frais des prisonniers ou envoyer des personnes de qualité et même une de ses femmes les chercher, alors que l'on ne voyait pas beaucoup l'intérêt de la France dans ces opérations.

Nous souhaiterions sans vraiment le croire qu'il soit dans ses projets, d'aller avec son cortège blindé chercher des patrons séquestrés et les rendre à leur famille !

Quel va être le résultat le plus visible et durable de ces séquestrations intolérables et illégitimes ?

La France est en bonne place sur la liste des enfers fiscaux. Elle va s'installer peut-être pour des années dans la liste noire des enfers sociaux où aucun investisseur raisonnable ne peut créer ou conserver des usines.

Michel de Poncins

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@orange.fr

REMARQUE IMPORTANTE

Il est indiqué aux personnes qui ne reçoivent pas les flashes qu'ils peuvent aussi les consulter :

Sur TOCQUEVILLE MAGAZINE

<http://libeco.net/>

ou sur LE PILORI

<http://www.midiassurancesconseils.com/Lepilorigeneral.htm>

A LIRE SUR LE MEME SUJET

« ET SI LA FRANCE SE METTAIT A REVER »

(Comment retrouver la prospérité)

(La rupture avec l'interventionnisme étatique doublerait la richesse en huit ans)

EN VENTE CHEZ DUQUESNE-DIFFUSION (20 E)

27 AVENUE DUQUESNE 75007 PARIS. TEL : 01 45 55 87 55

CITATIONS

ABRAHAM LINCOLN

Le président OBAMA a prêté serment, sur la Bible de Lincoln et ne cache pas son admiration pour cet ancien président.

Présenté comme libérateur des noirs, voici ce que Lincoln déclarait :

« Je dirai donc je ne suis pas et je n'ai jamais été en faveur de l'égalité politique et sociale de la race noire et de la race blanche, que je ne veux pas et que je n'ai jamais voulu que les noirs deviennent jurés ou électeurs où qu'ils soient autorisés à détenir des charges politiques ou qu'il leur soit permis de se marier avec des blancs... Dans la mesure où les deux races ne peuvent vivre ainsi, il doit y avoir, tant qu'elles resteront ensemble, une position inférieure et une position supérieure. Je désire tout autant qu'un autre que la race blanche occupe la position supérieure »

REVUE DE PRESSE

BISOUS MILITAIRES

Tout le monde remarque depuis longtemps la mode ridicule des embrassades entre Hommes d'État, Premiers ministres, Présidents de la république etc. Parfois cela se prolonge longtemps avec de grandes tapes dans le dos. L'on ne peut s'empêcher de rire en voyant ce spectacle à la télévision car il arrive que les deux protagonistes se détestent franchement.

Jusqu'à présent les armées avaient échappé à la mode. Les cérémonies se déroulaient dans une grande sobriété avec salut militaire et musique en conséquence.

Tout semble changé.

Le 1er avril et ce n'est pas un poisson, nous avons vu dans le journal « Direct Matin » un transfert de commandement dans une base en Irak. Un général britannique pour marquer le début du retrait des troupes de Sa Majesté au nombre de 4100 a organisé une prise d'armes pour transférer ses pouvoirs au général américain.

Nous avons vu la photo des deux généraux en tenue de combat s'embrassant chaleureusement devant les troupes garde à vous.

Nous suggérons d'étendre cette mode des bisous militaires aux généraux ennemis.

Ou encore lorsque les troupes ont gagné une bataille, avec beaucoup de morts au tapis, tous les soldats auraient droit de s'embrasser comme les joueurs de football quand un but est marqué.

MAYOTTE

L'île de Mayotte devient donc le 101e département français à la suite d'un référendum favorable et la presse applaudit. C'est une véritable imposture car les contribuables français qui devront payer n'ont pas été consultés.

Bien entendu on s'efforce de nous rassurer en disant que le rattrapage avec la métropole sur les aides sociales sera progressif avec une montée en puissance sur 20 à 25 ans à partir de 2011.

Ce qui est encore plus grave c'est que c'est une porte ouverte à nouvelle immigration principalement d'ailleurs musulmane avec une pompe aspirante s'exerçant sur toutes les Comores.

LE NEW DEAL

C'est le Président Roosevelt qui a lancé le New Deal, soi-disant pour sauver l'Amérique à la suite de la grande dépression de 1929 : il est de mode de faire courir dans la presse le bruit qu'il aurait réussi. En fait, les analyses les plus pertinentes ont montré que, par la création d'un très grand nombre d'organismes publics et par des attaques fortes contre le business, Roosevelt dans une première période a enfoncé l'économie. Il s'est ajouté l'incertitude juridique par un déluge de lois ; les observateurs les plus perspicaces ont d'ailleurs remarqué que dès qu'une nouvelle loi était en préparation il y avait une nouvelle chute de la bourse.

En fait, il a rendu service dans d'une deuxième période qui était une deuxième dépression ayant eu lieu vers 1937. En effet à l'époque il s'est lancé dans une politique de création monétaire qui, malgré le risque d'inflation, a fluidifié les marchés ; surtout il a cessé d'attaquer le business ce qui est eut un effet immédiat dans le sens d'un regard de la prospérité.

BREVES ET LONGUES

SNCF

Cette organisation se montre de plus en plus comme un véritable chancre dans l'économie nationale. Au mois de février les employés ont touché une prime de 207 € et ceci au nom de prétendus bénéficiaires que la compagnie aurait faits en 2008.

Il faut d'abord rappeler que moins de la moitié du chiffre d'affaires provient des recettes de la compagnie, le reste étant prélevé dans la poche du contribuable pour un total de 13 milliards d'euros.

Le versement du bonus survient à l'issue de grèves intolérables qui ont empoisonné pendant plus d'un mois les usagers de la gare Saint-Lazare et pendant presque deux mois ceux du réseau TER de la région niçoise sans compter les grèves perlées.

C'est un nouveau cadeau aux employés alors que le tarif des billets a augmenté de 3,5 %.

CROATIE

Une bonne nouvelle nous vient de Croatie qui nous offre le spectacle d'une bonne adaptation à la crise.

En effet des syndicats représentant les quelque 65 000 fonctionnaires employés dans l'administration de l'État croate annoncent avoir accepté une baisse des salaires de 6 % qui étaient réclamée par le gouvernement lequel est mis en difficulté par la récession économique.

En revanche le gouvernement n'a pas réussi à convaincre les syndicats représentant environ 180 000 employés du secteur public payés sur le budget de l'État d'accepter la même baisse.

LES NOTES DES ETATS

Une agence de notation financière a dégradé les notes de deux pays : l'Irlande et la Hongrie. Il est clair que cela va se multiplier vis-à-vis de beaucoup de pays.

Il est probable que cela va pousser à l'inflation qui a toujours été un moyen pour les Etats de se débarrasser leurs dettes.

UNION POUR LA MEDITERRANEE

Lorsque la France a voulu pousser à la création de cette Union pour la Méditerranée nous avons dit tout le mal qu'il fallait penser de cette initiative devant ajouter un nouvel organisme parallèle à beaucoup d'autres. La bataille s'était tout aussitôt engagée soit entre les villes voulant recevoir la manne sous forme du siège de la future bureaucratie, soit entre des personnalités lorgnant vers le butin de la présidence.

La crise s'est abattue sur le mirifique projet qui est mis en sommeil.

Quatorze conférences étaient prévues en 2009 ; elles ont été annulées et le comité du sommet ne sait plus réunie depuis déjà longtemps.

Quelqu'un est cependant plein d'espoir : Monsieur Jean-Louis Guigou, le mari d'Élisabeth Guigou, qui est délégué général de l'Institut é de prospective économique pour le monde méditerranéen. Il espère bien que le mirifique et budgétivore projet se réveillera quand le monde deviendra en meilleur état.

DOCUMENTS

(Nous publions les documents tels que nous les recevons ; ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs)

G 20

De Francois Guillaumat

http://docs.google.com/Doc?id=dc2m8p62_126dfqknshn

Après la bulle financière, la bulle idéologique

Philippe Simonnot

Lendemain du sommet de Londres qui chantent

La quasi-unanimité qui a applaudi aux « résultats » du sommet de Londres est telle que l'on a scrupule à jouer les Cassandre. Pourtant il faut bien le dire : Non, ce sommet n'a rien

résolu, et si c'est un événement historique, comme la presse le qualifie, c'est dans un aveuglement qui marquera l'histoire. A vrai dire, on pourrait s'effrayer de ce consensus de meute aux abois. A la bulle immobilière a succédé la bulle financière. Maintenant que cette dernière a elle aussi crevé, c'est une bulle idéologique que l'on voit gonfler tous les jours. Gare au jour où elle éclatera !

Pourtant, il n'y a pas besoin d'être un expert pour voir où le bât blesse. Ce que nous annoncent les communiqués triomphalistes de Londres, c'est plus d'endettement public, plus de fiscalité, plus de contrôle, en un mot plus d'Etat et moins de liberté, par conséquent moins de prospérité et plus de chômage. Comme si les chefs d'Etat du G20 avaient voulu démontrer que les peuples ont plus de goût pour la servitude que pour la liberté.

Prenons la question la plus controversée, la plus scandaleuse des bien nommés paradis fiscaux. On oublie de dire la raison d'être de ces lieux voués aux gémonies, c'est tout simplement la surimposition fiscale. Contrairement à ce que l'on enseigne couramment, le fisc n'empêche pas le marché de fonctionner, il augmente seulement le coût des transactions. Même au pire temps du stalinisme, même dans un camp de concentration, le marché continue de jouer son rôle d'ajustement de l'offre et de la demande au meilleur prix. Quelque chose qui paraît aussi anodin inoffensif qu'un droit de douane s'apparente dans ses effets à l'obstruction d'une voie de communication : les marchandises et les capitaux trouveront d'autres voies d'acheminement, mais à un prix plus élevé. La censure des paradis fiscaux aura les mêmes effets. Elle permettra aux Etats d'accroître leur prélèvement tout en poussant le marché à trouver des moyens, toujours plus coûteux, de passer aux travers des mailles de leurs filets prédateurs.

Quant au discours moralisateur qui accompagne les mesures qui ont été prises à Londres, il est carrément obscène. Que des autorités religieuses ou morales nous rappellent de temps en temps qu'il pourrait y avoir d'autres buts dans l'existence que de gagner de l'argent, on peut l'admettre. Mais que des hommes politiques et leurs complices dans le système bancaire embouchent cette trompette-là, non ! Sans doute sont-ils paniqués et se sentent-ils menacés par les colères - tout à fait légitimes - qui grondent chez leurs sujets. Mais cela ne justifie pas pour autant cet excès d'hypocrisie - qui est en même temps un contresens. Si les hommes étaient vertueux, on pourrait se passer d'économie de marché. C'est justement parce qu'ils ne le sont pas que ce système a été « inventé », qui est capable de dompter les passions humaines et de les faire concourir, mieux que toute coercition, au bien de tous, dans un jeu à somme positive.

LA FAMILLE

[Réseau Liberté](#)

Les médias, aussi peu perméables à la pensée unique fussent-ils dans de rares cas qui ne dépassent pas les doigts d'une main, nous entretiennent à profusion de ce qu'il serait convenu d'appeler la "famille homoparentale".

Mais quelle valeur peut bien avoir, en l'occurrence, la qualification de "famille" octroyée à un duo du même sexe dès lors que le nécessaire équilibre masculin/féminin, présent dans toute la nature, est rompu ?

Or, je ne sache pas que l'on puisse forcer si facilement que cela la nature à se déjuger quand, *a contrario*, l'être doué de (dé)raison qu'est l'homme (ou la femme) se croit légitimement autorisé à créer des leurres par la force de la loi !

J'en demande pardon d'avance aux adeptes enragés de la confusion des genres mais, par nature, mon esprit (retors) se refuse à concevoir une telle imposture et à plus forte raison si celle-ci devait procéder du fait du Prince.

Les bonnes âmes, j'en suis sûr, vont immédiatement discerner dans ces lignes les contours d'un délit caractérisé d'homophobie; mais est-ce vraiment un délit (d'opinion) d'essayer honnêtement de rendre à César ce qui lui appartient ?

En ouvrant la boîte de Pandore, Nadine Morano joue à l'apprenti-sorcier et l'on est alors fondé à se demander, hormis le désir fort commun de donner son nom à une loi, quel altruisme mal compris peut bien pousser cette dame à violer ainsi l'intimité des gens !

Par ailleurs et par ricochet, ne sont-ce pas surtout les droits de l'enfant que l'on viole dès lors que la question se pose avec acuité, en particulier dans le cas de l'homoparentalité, de savoir qui, de l'enfant ou du duo, doit finalement l'emporter en humanité ?

Car ne nous voilons pas la face et mettons-nous à la place d'un enfant assisté dans tous les actes de la vie par deux papas ou deux mamans : qui peut apporter la preuve que cette configuration hors normes possède à coup sûr les mêmes vertus que la famille traditionnelle ?

On pourrait me rétorquer que je n'apporte pas non plus la preuve du contraire. Peut-être. Mais guidé par la réflexion approfondie de spécialistes reconnus de ces

questions tels Tony Anatrella et bien d'autres, j'ai quand même des chances sérieuses de ne pas me fourvoyer.

Dans mon esprit, il n'est certes pas question de nier leurs droits civiques aux homosexuels; en revanche, ces droits ne sont pas extensibles à l'infini et il me paraît hors de tout sens commun de conférer à cette minorité agissante des droits qu'elle ne peut manifestement pas honorer.

Cependant, c'est bien cette direction que Mme Morano, secrétaire d'Etat à la Famille (laquelle ?), me semble vouloir emprunter sous couvert de création d'un statut du "beau-parent" : en fait un cheval de Troie ouvrant la voie à l'adoption et nécessairement ensuite au mariage entre homosexuels.

Même si d'autres Etats peuvent apparaître plus ouverts à ce que, pour ma part, je qualifierais volontiers de fausse (r)évolution des moeurs, il n'en reste pas moins que de tels desseins politiques relèvent, à mes yeux, plus d'une pensée décadente que d'une authentique conscience du bien commun.

Librement !

Philippe (Sully) ROBERT

<http://sully1.typepad.com>

02400 FRANCE

LA FABLE DES EFFETS PERVERS

On sait déjà depuis Jean-Baptiste Say, Frédéric Bastiat et Adam Smith que, quand les responsables politiques interviennent dans l'économie, il y a nécessairement des effets que les sages considèrent comme logiques quand les ignorants ou les pseudo-savants les qualifient de « pervers ». Le qualificatif de « pervers » pour désigner ces fameux effets non désirés vient seulement du fait que ceux qui interviennent à coup de massue dans le système complexe que constitue une économie ne les avaient pas prévu, ce qui est une indication de leur ignorance ou de leur insolence (ou des deux, la seconde allant souvent de pair avec la première).

On peut toujours postuler comme hypothèse de travail - à l'instar des nouveaux modèles de croissance - l'existence d'un régulateur bienveillant et omniscient qui aurait la capacité de dompter l'économie en maximisant une fonction de bien-être social. Mais dans la réalité, une telle entité est une chimère et cette hypothèse, qui fonde les nouvelles théories de la croissance, frise le scientisme. Par principe de précaution, auquel les responsables politiques semblent si attachés par ailleurs, on ne devrait donc pas intervenir dans

l'économie lorsque l'on n'est pas en mesure de prévoir la somme infinie des effets qui vont se déployer... et qui se retournent souvent contre l'objectif initialement visé.

Tout marché fonctionne sur le principe d'une dynamique d'ajustements sans fin entre prix et quantités. Si on prend une mesure dont l'effet est d'accroître le pouvoir d'achat des ménages, et si les ménages utilisent ce pouvoir d'achat retrouvé, cela aura pour effet normal d'accroître la demande (et/ou l'épargne). Si la demande augmente, l'offre étant donnée, le prix augmente normalement (mais pas nécessairement lorsqu'il y a une offre disponible). Ce n'est pas un effet pervers, c'est normal ! D'autant que l'augmentation du prix n'est pas en soi une mauvaise chose. L'augmentation des prix constitue le signal qui va provoquer à son tour une réaction de l'offre. Si le prix monte, cela incite les offreurs à accroître les capacités offertes sur le marché, ce qui était l'objectif de la mesure initiale.

C'est pourquoi tous les pays qui ont supprimé la liberté des prix sont entrés dans une économie de pénurie. Dans une économie de liberté, il faut accepter la première règle fondamentale du fonctionnement des marchés : pour que les quantités s'adaptent, les prix doivent être flexibles. Et cela est valable pour tous les prix (comme le salaire ou encore le taux d'intérêt). Sur certains marchés, les prix vont parfois baisser (ce qui va inquiéter les producteurs) tandis que sur d'autres marchés, les prix seront amenés à monter (ce qui va affoler les consommateurs). Mais l'Etat, garant de l'intérêt général, ne doit prendre le parti ni des uns ni des autres. Quand on écoute les commentateurs économiques, c'est la crise dans l'immobilier lorsque les prix montent sans cesse ; mais quand le marché se retourne et que les prix baissent, ils concluent à nouveau que c'est la crise. On me parlait déjà de la crise quand j'étais étudiant en économie. Croire que l'économie est perpétuellement en crise, c'est montrer simplement que l'on ne saisit pas l'essence des mécanismes que l'on cherche à mettre sous les feux de l'actualité.

Lorsque le prix d'un actif A augmente, son rendement va nécessairement diminuer puisqu'il faut sortir une plus grosse somme d'argent pour obtenir le même flux de revenus lié à la possession de cet actif. Ainsi, la hausse des prix a nécessairement une limite : lorsque le rendement sera jugé trop faible en comparaison à d'autres placements, les investisseurs se tourneront vers d'autres actifs en vendant l'actif A. Il en découle une baisse du prix de l'actif A. Si la baisse se poursuit alors le rendement va se redresser...

Que telles évidences fassent encore débat au pays des Lumières nous montre tout le chemin qui reste encore à parcourir en matière de compréhension de l'économie. Mais quand les cerveaux sont en grève...[1]

Jean-Louis Caccamo,

Perpignan, le 30 mars 2009

<http://caccamo.blogspot.com/>
